

LE MONITEUR

DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BÂTIMENT

VINCENNES (VAL-DE-MARNE)

Le zoo reprend du poil de la bête

p.34

FRANÇOIS DELANOË
MAIRE DE PARIS

Paris est une ville
qui aspire à l'audace
au risque » p.12



HAUTS-DE-SEINE

La Ville de Bagneux veut modérer les prix de l'immobilier

Après Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Bagneux (Hauts-de-Seine) se dote d'une charte de modération sur les prix de l'immobilier signée par 31 promoteurs. Elle dispose que les prix de l'immobilier neuf doivent présenter une décote de 10% par rapport à un prix moyen (4500 à 5000 euros le mètre carré) défini par un observatoire annuel intercommunal des prix. La décote est de 10% supplémentaires pour les primo-accédants. La charte fixe par ailleurs des critères de qualité des immeubles – développement durable, économie d'énergie, réversibilité et fonctionnalité des surfaces – et de programmation: 70% de T3 et plus afin de loger les familles.

« Cette charte vise à lutter contre la spéculation immobilière, à favoriser les habitants qui cher-

chent à se loger et à faciliter leur parcours résidentiel », explique Fabien Fabbri, directeur général des services de Bagneux. Les habitants de la commune pourront ainsi disposer d'un accès privilégié à ces programmes régulés grâce à des initiatives commerciales des promoteurs. La signature de ce protocole intervient au moment où se présente un risque spéculatif à Bagneux avec l'arrivée de deux stations du prolongement de la ligne 4 du métro (fin 2019) en correspondance avec la ligne 15 du Grand Paris Express, et alors que le site des Mathurins (16 ha), occupé par la Direction générale de l'aviation civile, va être libéré en 2016.

Des règles du jeu

Pour les professionnels de l'immobilier, la charte fixe des règles du jeu, engage une « démarche

vertueuse », et institue un partenariat avec la Ville pour un travail dans la durée. « Grâce à cet outil, notre cadre de négociation est bien défini. Un propriétaire qui voudrait faire flamber le prix de son terrain se heurterait à notre obligation collective de maîtriser les prix », remarque Olivier Bokobza, directeur général de BNP-Paribas Immobilier résidentiel.

La charte permet enfin de solvabiliser la clientèle. Selon Christophe Guillemard, directeur développement de Vinci Immobilier IDF, « son intérêt est de permettre aux habitants d'acquérir un logement à des prix maîtrisés, en adéquation avec leurs seuils de solvabilité. Le taux d'écoulement est plus satisfaisant avec moins de désistements. »

■ Hervé Guénot

PANTIN

La démarche RSE d'UTB évaluée

Engagée dans une démarche RSE (responsabilité sociale des entreprises) depuis septembre 2012, UTB (plomberie, chauffage, climatisation) a été évaluée par l'Afnor selon le référentiel ISO 26000 et obtenu le niveau « Progression ». La Scop, présidée par Charles-Henri Montault, et qui fêtera ses 80 ans cette année, a notamment mis en place une école de formation interne, l'Ecole UTB, et réalisé son bilan carbone. Elle s'implique aussi dans la fondation UTB pour aider les jeunes malades atteints de la maladie d'Alzheimer.

CORMELLES-EN-PARISIS

La carrière de gypse s'ouvre au public

Les 21 et 22 juin, Placoplatre organise de nouvelles journées portes ouvertes de la carrière de Cormelles-en-Parisis, qui assure 10% de la production nationale de gypse et 15% de celle d'Ile-de-France. Sur les 105 ha du site, 56 ont déjà été réaménagés (100 000 arbres plantés) dont 45 ha cédés à la région Ile-de-France. L'extraction à ciel ouvert de la carrière actuelle s'achevant en 2016-2017, Placoplatre s'apprête à solliciter une autorisation d'exploiter en souterrain sous la butte du Paris.

MOUVEMENTS

THIERRY LAJOIE, P-DG de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP). Conseiller auprès de Cécile Duflot, ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, en charge du Grand Paris, il a notamment été directeur général des entreprises publiques locales d'aménagement de l'agglomération dijonnaise (2008-2012). Il a également été président du directoire et directeur général de la SA achatpublic.com (2003-2007).

STÉPHANE MONCEAUX, président du Syndicat parisien des travaux publics. Président du pôle génie civil & fondations de Spie Batignolles, il succède à Alain Marchand, parti à la retraite après cinq mandats successifs.



SAINT-DENIS

Pavillons colorés au collège Jean-Lurçat

Pour insérer en douceur le collège Jean-Lurçat dans un quartier résidentiel de Saint-Denis, les architectes Selma et Salwa Mikou (Mikou Design Studio) se sont inspirées des pavillons avoisinants. Les salles de classes et l'internat sont logés dans des bâtiments bas, séparés par des patios mais reliés par une toiture en zigzag. Les façades sont bardées de panneaux en métal anodisé, ondulé et perforé, dont les couleurs rappellent les feuilles d'automne. L'équipement de 12 000 m² Shon comprend aussi un gymnase, un espace de restauration et des logements de fonction. Il a été réalisé par le conseil général de Seine-Saint-Denis pour un coût global de 34 millions d'euros TTC.